



Une décision importante pour l'économie extérieure de la Suisse

Les votations sur des accords de libre-échange sont rarissimes en Suisse. economiesuisse est d'autant plus heureuse de l'acceptation de l'accord avec l'Indonésie. Celle-ci donne aux exportateurs suisses l'accès à l'un des plus grands marchés de croissance du monde et facilite les échanges entre les deux pays. En raison de ses dispositions étendues en matière de durabilité – huile de palme comprise –, l'accord apporte également une contribution significative à la protection de l'environnement et au développement social.

Les accords de libre-échange sont un instrument important de la politique économique extérieure de la Suisse, car un accès ouvert aux marchés mondiaux est fondamental pour la prospérité d'une nation exportatrice. C'est pourquoi notre faïtière – avec une large alliance composée de représentants des milieux économiques et politiques ainsi que de la société – s'est engagée avec conviction en faveur du OUI à l'accord avec l'Indonésie au cours des semaines et mois écoulés. Ce pays d'Asie du Sud-Est est un partenaire économique important, avec un potentiel commercial inégalé. Des experts estiment que l'Indonésie se hissera au rang de quatrième économie mondiale d'ici à 2050. C'est une des raisons pour lesquelles quelque 150 entreprises suisses y sont déjà implantées et ont créé plus de 50 000 emplois.

«Cet accord nous assure un avantage concurrentiel décisif, qui profitera aux petites et grandes entreprises», a déclaré Christoph Mäder, président d'economiesuisse. L'accord couvre toutefois bien plus que les seuls aspects économiques. Il constitue également une étape importante vers plus de durabilité.

En effet, pour la première fois, la Suisse est parvenue à associer des allègements douaniers pour un produit d'importation avec des dispositions contraignantes en matière de développement durable.

economiesuisse regrette en revanche le refus de la loi sur l'e-ID. Le non du peuple risque de marginaliser la Suisse à l'échelle internationale. D'autres pays ont mis en œuvre une solution d'identité électronique depuis de nombreuses années. Il est désormais nécessaire de disposer très rapidement de nouvelles bases légales pour une identité électronique pratique et conviviale.